

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/45547]

7 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de regering van de franse gemeenschap tot goedkeuring van het aanhangsel nr. 3 bij de beheersovereenkomst van de “office de la naissance et de l’enfance” 2021-2025

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de “ Office de la Naissance et de l’Enfance ”, afgekort “ O.N.E. ” ;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, inzonderheid op artikel 17 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 juni 2021 tot goedkeuring van de beheersovereenkomst van de “Office de la Naissance et de l’Enfance” 2021-2025 ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juni 2023 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 juni 2023 ;

Op de voordracht van de Minister van Kind ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering van de Franse Gemeenschap keurt het aanhangsel nr. 3 bij de beheersovereenkomst van de “ Office de la Naissance et de l’Enfance 2021-2025 ” goed, dat gevoegd is bij dit besluit.

Art. 2. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 september 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/45542]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du gouvernement de la Communauté Française modifiant le régime d’autorisation et de subvention des milieux d’accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l’accessibilité de l’accueil de la petite enfance en Communauté française, les articles 7 et 10 ;

Vu l’arrêté de Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d’accueil organisés par « l’Office » et des services d’accueil spécialisé de la petite enfance, l’article 10 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d’autorisation et de subvention des crèches, des services d’accueil d’enfants et des (co)accueillant(e)s d’enfants indépendant(e)s, les articles 15, 21, 23, 25, 43, 55, 88, 90, 95, 97, 98, 101, 104, 105 et 130/1 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d’accueil, les articles 4, 6, 12/1 et 12/2 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 février 2021 fixant le programme de formation continue des professionnels et volontaires en fonction dans les secteurs de l’accueil de la petite enfance et de l’accueil temps libre, les professionnels des services de promotion de la santé à l’école, les volontaires dans les consultations pour enfants, les accueillantes dans les services spécifiques de soutien à la parentalité ;

Vu le « test genre » réalisé le 2 juin 2023 et établi en application de l’article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l’intégration de la dimension de genre dans l’ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 9 juin 2023 ;

Vu l’accord du ministre du Budget, donné le 15 juin 2023 ;

Vu l’avis de l’organe de concertation intra-francophone, rendu le 21 juin 2023 ;

Vu l’avis du Conseil d’administration de l’Office de la Naissance et de l’Enfance, rendu le 29 juin 2023 ;

Vu l’avis du Conseil d’avis de l’Office de la Naissance et de l’Enfance, rendu le 3 juillet 2023 ;

Vu la demande d’avis dans un délai de trente jours, prorogé de quinze jours, adressée au Conseil d’État, le 16 juin 2023, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l’absence de communication de l’avis dans ce délai ;

Vu l’article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la concertation menée avec les représentants des travailleurs et employeurs de la petite enfance, menée le 4 juillet 2023 et le 28 août 2023 ;

Sur la proposition de la ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par "l'Office" et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les normes d'encadrement sont fixées de la manière suivante :

1° pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à une unité de seize enfants :

- a. 1 équivalent temps plein directeur ;
 - b. 0,5 équivalent temps plein personnel administratif ;
 - c. 1,5 équivalent temps plein personnel psycho-médico-social ;
 - d. 2 équivalents temps plein personnel d'intendance ;
 - e. 12 équivalents temps plein personnel d'accueil,
- soit un total de 17 équivalents temps plein ;

2° pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à vingt-quatre enfants :

- a. 1 équivalent temps plein directeur ;
 - b. 0,75 équivalent temps plein personnel administratif ;
 - c. 2 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;
 - d. 3 équivalents temps plein personnel d'intendance ;
 - e. 18 équivalents temps plein personnel d'accueil,
- soit un total de 24,75 équivalents temps plein ;

3° pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à trente-deux enfants :

- a. 1 équivalent temps plein directeur ;
 - b. 1 équivalent temps plein personnel administratif ;
 - c. 3 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;
 - d. 4 équivalents temps plein personnel d'intendance ;
 - e. 21,5 équivalents temps plein personnel d'accueil,
- soit au total 30,5 équivalents temps plein ;

4° pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à quarante enfants :

- a. 1 équivalent temps plein directeur ;
 - b. 1,25 équivalent temps plein personnel administratif ;
 - c. 4 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;
 - d. 5 équivalents temps plein personnel d'intendance ;
 - e. 27,5 équivalents temps plein personnel d'accueil,
- soit au total 38,75 équivalents temps plein ;

5° pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à quarante-huit enfants,

- a. 1 équivalent temps plein directeur ;
 - b. 1,50 équivalent temps plein personnel administratif ;
 - c. 4,5 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;
 - d. 6 équivalents temps plein personnel d'intendance ;
 - e. 31 équivalents temps plein personnel d'accueil,
- soit au total 44 équivalents temps plein. "

6° pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à cinquante-six enfants :

- a. 1 équivalent temps plein directeur ;
 - b. 1,75 équivalent temps plein personnel administratif ;
 - c. 5,5 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;
 - d. 7 équivalents temps plein personnel d'intendance ;
 - e. 37 équivalents temps plein personnel d'accueil,
- soit au total 52,25 équivalents temps plein ;

7° pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à soixante-quatre enfants,

- a. 1 équivalent temps plein directeur ;
- b. 2 équivalents temps plein personnel administratif ;
- c. 6 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;
- d. 8 équivalents temps plein personnel d'intendance ;

e. 40,5 équivalents temps plein personnel d'accueil ;

f. 1 équivalent temps plein titulaire d'un grade de bachelier de qualification ou équivalent ou un chargé de la coordination titulaire d'un grade de master ou équivalent,

soit au total 58,5 équivalents temps plein. ».

Art. 2. À la section IV du chapitre VIII du même arrêté, il est inséré un article 38/1 libellé comme suit :

« Art. 38/1. Selon les modalités arrêtées par l'ONE, un montant de 125 euros, adapté annuellement selon l'évolution de l'indice santé, par place est ajouté à la subvention de fonctionnement visée à l'article 37 bénéficiant au service agréé dont le pouvoir organisateur s'engage dans le dispositif « éco-crèche » visant les objectifs suivants :

1° permettre à chaque enfant de s'épanouir dans un environnement sain au service de la qualité de l'accueil ;

2° encourager les pratiques écoresponsables dans les milieux d'accueil de la petite enfance ;

3° promouvoir une alimentation locale, bio, de saison et moins carnée ;

4° développer des actions d'information et d'accompagnement des professionnels, des milieux d'accueil sur les thématiques environnementales ;

5° développer, de manière participative, le rôle des milieux d'accueil dans la sensibilisation et l'éducation à l'écologie des enfants et des familles.

Cet engagement se matérialise par la signature de la charte dont le modèle est arrêté par le ministre ayant l'Enfance dans ses attributions sur avis de l'Office. Il implique :

1° la réalisation d'un diagnostic de l'impact écologique du fonctionnement du service ;

2° la planification d'actions visant à améliorer cet impact ;

3° la mention des principes et objectifs découlant de la charte dans le projet d'accueil lors de sa mise à jour à l'échéance fixée par l'article 20, § 4, du Code de qualité.

Le dispositif « éco-crèche » concerne notamment l'alimentation, les équipements, les fournitures, la réduction des déchets, l'utilisation de l'énergie, le bruit, la qualité de l'air et l'exposition des enfants et des professionnels aux polluants chimiques de l'environnement, dont les perturbateurs endocriniens. ».

Art. 3. L'article 15, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s est complété par ce qui suit : « Par dérogation, une crèche peut confier les fonctions de direction et d'accueil des enfants à des travailleuses indépendantes ou travailleurs indépendants, à la condition que cette qualification soit conforme au titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 et que le pouvoir organisateur s'engage à respecter les balises complémentaires en matière de condition de travail définies par l'ONE. Cette dérogation n'est pas applicable aux emplois dont le coût salarial fait l'objet d'une subvention visée au titre III. Pour le 1^{er} janvier 2028, l'ONE transmet au Gouvernement une évaluation de cette dérogation portant notamment sur la conformité de cette qualification au titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, sur la qualité de l'accueil et sur l'intérêt supérieur de l'enfant. Cette évaluation sera réalisée en collaboration avec les partenaires sociaux, notamment au sein de la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé. Au plus tard en février 2028, la Ministre de l'Enfance propose au Gouvernement, sur la base de cette évaluation, de prolonger ou de supprimer cette dérogation. Le gouvernement adopte le cas échéant un nouvel arrêté. ».

Art. 4. À l'article 21, alinéa 1^{er}, 4^{ème} tiret, du même arrêté, les mots « éducatives, culturelles, » sont ajoutés entre les mots « dimensions » et « sociales ».

Art. 5. À l'article 23 du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le personnel de direction est titulaire :

1° soit, d'un grade visé au paragraphe 1^{er} ;

2° soit, d'un grade de bachelier en accueil et éducation du jeune enfant ;

3° soit, d'un autre grade de bachelier de qualification ou de master dans les domaines des sciences psychologiques, des sciences de l'éducation et enseignement, ou de la santé publique respectivement visés à l'article 83, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, 10°bis et 15°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement et l'organisation académique des études, dans la mesure où ce grade sanctionne des compétences utiles à l'accueil de la petite enfance.

Il atteste de la réussite d'une formation en direction de milieu d'accueil reconnue par l'O.N.E dans les trois années suivant sa prise de fonction. ».

Art. 6. À l'article 25 du même arrêté, les mots « justifient, avant leur entrée en fonction, d'une des formations initiales suivantes » sont remplacés par « sont, dès leur entrée en fonction, titulaires du grade de bachelier en accueil et éducation du jeune enfant, ou de l'une des qualifications suivantes : ».

Art. 7. L'article 43 est complété d'un troisième alinéa, ainsi libellé :

« Pour les pouvoirs organisateurs visés aux articles 88, 89, 92 et 93, le développement de l'éveil culturel dans une perspective d'accessibilité s'ajoute aux principes psychopédagogiques visés à la section 1^{ère} du chapitre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 définissant le Code de la qualité de l'accueil. Afin de favoriser la réalisation de cet objectif, l'Office propose une offre d'activités adaptée aux milieux d'accueil. ».

Art. 8. A l'article 55 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « présentant les données visées à l'article 7/5, alinéa 3, du décret et » sont ajoutés entre les mots « accueillis » et « conforme » ;

2° le même alinéa est complété par la phrase suivante : « Les travailleuses indépendantes et travailleurs indépendants visés par la dérogation prévue à l'article 15, alinéa 1^{er}, sont considérés comme membres du personnel pour l'application de cette disposition. » ;

3° l'alinéa 2 est complété par les mots « et suivant les modalités définies par ce dernier ».

Art. 9. L'article 88, 5°, du même arrêté est complété par un point h ainsi libellé :

« h. Accueil d'enfants en situation monoparentale, définie comme la situation où le parent assume la garde exclusive ou majoritaire de l'enfant, ne forme pas un ménage de fait, et n'est pas marié, sauf si le mariage est suivi d'une séparation de fait. La séparation de fait doit apparaître de la résidence principale séparée des personnes en cause, au

sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents officiels produits à cet effet que la séparation de fait est effective bien qu'elle ne corresponde pas ou plus avec l'information obtenue auprès dudit registre. ».

Art. 10. L'article 90 du même arrêté est complété d'un paragraphe 3, libellé comme suit :

« § 3. Le droit au subside visé aux articles 87 à 89 peut être octroyé à un pouvoir organisateur ne satisfaisant pas à la condition d'autorisation visée à l'article 7, ou aux conditions de subventionnement définies aux articles 87, 3°, 88, 2°, 108 ou 109 si celles-ci sont applicables, moyennant la reconnaissance d'un projet d'accueil particulier. Cette reconnaissance est délivrée par l'ONE au pouvoir organisateur de la crèche dont l'activité d'accueil s'inscrit dans le cadre d'une démarche d'intégration sociale bénéficiant aux familles et reconnue par les autorités régionales ou fédérales ou s'articule avec une autre activité d'accueil d'enfants au sens de l'article 6 du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. ».

Art. 11. À l'article 95 du même arrêté, le point 3 est remplacé par ce qui suit :

« 3. Offrir un accueil d'au moins dix heures par jour, au moins quatre jours par semaine et 176 jours par an ».

Art. 12. L'article 97 du même arrêté est complété d'un paragraphe 3, libellé comme suit :

« § 3. Selon les modalités arrêtées par l'ONE, un montant de 125 euros, adapté annuellement selon l'évolution de l'indice santé, par place est ajouté au subside de base de la crèche dont le pouvoir organisateur s'engage dans le dispositif « éco-crèche » visant les objectifs suivants :

- 1° permettre à chaque enfant de s'épanouir dans un environnement sain au service de la qualité de l'accueil ;
- 2° encourager les pratiques écoresponsables dans les milieux d'accueil de la petite enfance ;
- 3° promouvoir une alimentation locale, bio, de saison et moins carnée de l'enfant ;
- 4° développer des actions d'information et d'accompagnement des professionnels, des milieux d'accueil sur les thématiques environnementales ;
- 5° développer, de manière participative, le rôle des milieux d'accueil dans la sensibilisation et l'éducation à l'écologie des enfants et des familles.

Cet engagement se matérialise par la signature de la charte dont le modèle est arrêté par le Ministre ayant l'enfance dans ses attributions sur avis de l'Office. Il implique :

- 1° la réalisation d'un diagnostic de l'impact écologique du fonctionnement de la crèche ;
- 2° la planification d'actions visant à améliorer cet impact ;
- 3° la mention des principes et objectifs découlant de la charte dans le projet d'accueil lors de sa mise à jour à l'échéance fixée par l'article 20, § 4, du Code de qualité.

Le dispositif « éco-crèche » concerne notamment l'alimentation, les équipements, les fournitures, la réduction des déchets, l'utilisation de l'énergie, le bruit, la qualité de l'air et l'exposition des enfants et des professionnels aux polluants chimiques de l'environnement, dont les perturbateurs endocriniens.

À partir de 2026, la mise en œuvre de cet engagement est évaluée dans le cadre du bilan de fonctionnement visé à l'article 75, § 2. ».

Art. 13. L'article 101 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« Selon les modalités arrêtées par l'ONE, un montant de 125 euros par place, adapté annuellement selon l'évolution de l'indice santé, est ajouté au subside de base du service d'accueil d'enfants dont le pouvoir organisateur prend un engagement visant les objectifs suivants :

- 1° permettre à chaque enfant de s'épanouir dans un environnement sain au service de la qualité de l'accueil ;
- 2° encourager les pratiques écoresponsables dans les milieux d'accueil de la petite enfance ;
- 3° promouvoir une alimentation locale, bio, de saison et moins carnée de l'enfant ;
- 4° développer des actions d'information et d'accompagnement des professionnels, des milieux d'accueil sur les thématiques environnementales ;
- 5° développer, de manière participative, le rôle des milieux d'accueil dans la sensibilisation et l'éducation à l'écologie des enfants et des familles.

Cet engagement se matérialise par la signature de la charte dont le modèle est arrêté par le Ministre ayant l'enfance dans ses attributions sur avis de l'Office. Il implique :

- 1° la réalisation d'un diagnostic de l'impact écologique du fonctionnement du service d'accueil d'enfants ;
- 2° la planification d'actions visant à améliorer cet impact ;
- 3° la mention des principes et objectifs découlant de la charte dans le projet d'accueil lors de sa mise à jour à l'échéance fixée par l'article 20, § 4, du Code de qualité.

Cet engagement concerne notamment l'alimentation, les équipements, les fournitures, la réduction des déchets, l'utilisation de l'énergie, le bruit, la qualité de l'air et l'exposition des enfants et des professionnels aux polluants chimiques de l'environnement, dont les perturbateurs endocriniens.

À partir de 2026, la mise en œuvre de cet engagement est évaluée dans le cadre du bilan de fonctionnement visé à l'article 75, § 2. ».

Art. 14. L'article 104 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 104. § 1^{er}. Pour les accueillantes indépendantes disposant du droit au subside visé à l'article 95, un subside annuel forfaitaire par place autorisée est versé par l'ONE.

Le montant de ce subside est de :

- 1° 250 euros pour un accueil de cinq jours par semaine et 220 jours par an ;
- 2° 225 euros pour un accueil de quatre jours et demi par semaine et 198 jours par an ;
- 3° 200 euros pour un accueil de quatre jours par semaine et 176 jours par an.

§ 2. Selon les modalités arrêtées par l'ONE, un montant de 125 euros par place, adapté annuellement selon l'évolution de l'indice santé, est ajouté au subside annuel forfaitaire pour l'accueillante qui s'engage à poursuivre les objectifs suivants :

- 1° permettre à chaque enfant de s'épanouir dans un environnement sain au service de la qualité de l'accueil ;
- 2° encourager les pratiques écoresponsables dans les milieux d'accueil de la petite enfance ;
- 3° promouvoir une alimentation locale, bio, de saison et moins carnée de l'enfant ;
- 4° développer des actions d'information et d'accompagnement des professionnels, des milieux d'accueil sur les thématiques environnementales ;
- 5° développer, de manière participative, le rôle des milieux d'accueil dans la sensibilisation et l'éducation à l'écologie des enfants et des familles.

Cet engagement se matérialise par la signature de la charte dont le modèle est arrêté par le Ministre ayant l'enfance dans ses attributions sur avis de l'Office. Il implique :

- 1° la réalisation d'un diagnostic de l'impact écologique de l'accueil ;
- 2° la planification d'actions visant à améliorer cet impact ;
- 3° la mention des principes et objectifs découlant de la charte dans le projet d'accueil lors de sa mise à jour à l'échéance fixée par l'article 20, § 4, du Code de qualité.

Cet engagement porte notamment l'alimentation, les équipements, les fournitures, la réduction des déchets, l'utilisation de l'énergie, le bruit, la qualité de l'air et l'exposition des enfants et des professionnels aux polluants chimiques de l'environnement, dont les perturbateurs endocriniens.

À partir de 2026, la mise en œuvre de cet engagement est évaluée dans le cadre du bilan de fonctionnement visé à l'article 75, § 2. ».

Art. 15. Un paragraphe 5 est ajouté à l'article 105 du même arrêté, libellé comme suit :

« § 5. En cas de transformation d'un co-accueil conventionné au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, le forfait du pécule de vacances ou de la co-accueillant(e) est octroyé pour l'intégralité de l'année si son contrat de travail entre en vigueur avant le 31 août de l'année de la conclusion de son contrat de travail à domicile et le forfait afférent à la prime de fin d'année est intégralement octroyé dès l'année de la conclusion de son contrat de travail avec le pouvoir organisateur de la crèche. ».

Art. 16. À l'article 130/1, alinéa 2, du même arrêté, la date « 1^{er} juillet 2020 » est remplacée par « 1^{er} janvier 2020 », et les termes « jusqu'au 1^{er} janvier 2026 » sont abrogés.

Art. 17. Dans le même arrêté, il est inséré un article 130/2 libellé comme suit :

« § 1^{er}. Au plus tard le 30 juin 2024, l'ONE établit une liste des accueillantes conventionnées au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil ne souhaitant pas opter pour le statut salarié. Le personnel repris sur cette liste est autorisé à poursuivre son activité dans les conditions définies par cet arrêté pour l'accueil conventionné. Il peut opter à tout moment pour le statut salarié.

En cas de transformation en crèche d'un co-accueil conventionné au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, les co-accueillantes peuvent demeurer sous le statut d'accueillant(e)s conventionné(e)s durant le temps nécessaire à l'autorisation en tant que crèche.

§ 2. Lorsqu'aucune autre solution n'est pratiquement envisageable, les accueillantes conventionnées exerçant leur activité dans un même lieu et autorisées avant le 31 décembre 2025 peuvent poursuivre cette activité, à la condition de conclure un contrat de travail avec un service d'accueil d'enfants dans le respect des normes définies par et en vertu du titre VI de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Si l'une des accueillantes vient à cesser son activité, l'autre accueillante peut poursuivre son activité à titre individuel. Sauf remplacement ponctuel, aucun droit au subside ne peut être octroyé dans le même lieu d'accueil. ».

Art. 18. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil, est complété d'un alinéa libellé comme suit :

« L'ONE accompagne les crèches dont le pouvoir organisateur bénéficie au moins du subside d'accessibilité assimilées à la capacité supérieure visée à l'alinéa 4, 1° in fine, en vue d'accroître la capacité d'accueil jusqu'à la capacité maximale autorisable dans le respect des normes définies à l'annexe 1^{re} de l'arrêté autorisation et subvention. ».

Art. 19. À l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 4, les mots « jusqu'au 31 décembre 2024 à condition que le pouvoir organisateur se soit engagé à transformer le co-accueil concerné en crèche » sont remplacés par « durant le délai nécessaire à la mise en conformité du milieu d'accueil aux normes d'autorisation d'une crèche. » ;

2° un alinéa 5 est inséré, libellé comme suit : « Jusqu'au 31 décembre 2024, les services d'accueil d'enfants peuvent engager du personnel d'accueil dans le respect du titre VI de la loi du 3 juillet 1978 sur le contrat de travail pour l'organisation d'un nouveau co-accueil. L'ONE transmet au Gouvernement une évaluation de la présente disposition pour le 30 septembre 2024 au plus tard. Sur cette base, le Gouvernement statue sur l'opportunité de prolonger la présente disposition. ».

Art. 20. L'article 12/1 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12/1. § 1^{er} Les milieux d'accueil bénéficiant au 31 décembre 2019 d'un droit aux subsides fondé sur le transfert du Fonds d'équipements et de services collectifs, de moyens du Fonds social européen ainsi que les halte-accueil conventionnées avec l'ONE ou subsidiées par la Commission communautaire française peuvent conserver ce droit au subside jusqu'au 31 décembre 2025.

Au 31 décembre 2024 au plus tard, l'ONE informe les pouvoirs organisateurs concernés des modalités de transformation de leur droit au subside en subsides conforme au modèle de destination du milieu d'accueil selon les normes du Titre III de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant.e.s d'enfants indépendant.e.s.

§ 2. Si l'ONE constate que le montant du subside selon le modèle de destination est inférieur au total des droits au subside antérieurs à la transformation, le solde est maintenu à due concurrence et son utilisation devra être justifiée selon les modalités fixées par l'ONE. Si l'ONE constate que les postes couverts par les subsides du modèle de destination sont déjà en tout ou en partie couverts par d'autres pouvoirs subsidiaires, le solde de subside qui en résulte est maintenu à due concurrence et son utilisation devra être justifiée selon les modalités fixées par l'ONE.

Les soldes visés aux alinéas précédents sont liés à l'indice santé.

§ 3. Sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe 2, si l'ONE constate que le milieu d'accueil est, au moment de la transformation, dans l'incapacité de respecter les conditions en termes de durée d'ouverture ou de capacité d'accueil, le droit au subside selon le modèle de destination est octroyé au prorata du respect des conditions réglementaires. ».

Art. 21. À l'article 12/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « du personnel de direction selon les normes du subside de base visées » sont remplacés par « visé ».

Art. 22. Au dernier alinéa de la section intitulée « Formation en ligne – à distance » figurant au point III de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 février 2021 fixant le programme de formation continue des professionnels et volontaires en fonction dans les secteurs de l'accueil de la petite enfance et de l'accueil temps libre, les professionnels des services de promotion de la santé à l'école, les volontaires dans les consultations pour enfants, les accueillantes dans les services spécifiques de soutien à la parentalité, la phrase « En fonction des moyens disponibles, un ou deux projets pilotes pourraient être financés dans ce cadre. » est remplacée par la phrase « En fonction des moyens disponibles, un maximum de dix projets pilotes pourraient être financés dans ce cadre. ».

Art. 23. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 24. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2023, à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Bruxelles, le 7 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,

B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/45542]

7 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de vergunnings- en subsidieregeling van de opvangmilieus

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, de artikelen 7 en 10;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de « Dienst » en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, artikel 10;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, de artikelen 15, 21, 23, 25, 43, 55, 88, 90, 95, 97, 98, 101, 104, 105 en 130/1 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen, de artikelen 4, 6, 12/1 en 12/2 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 februari 2021 tot vaststelling van het programma voor de voortgezette opleiding van beroepsbeoefenaars en vrijwilligers die werken in de sectoren van de opvang van jonge kinderen en van de vrijetijdsbestedingsopvang, de beroepsbeoefenaars in de diensten voor gezondheids promotie op school, de vrijwilligers in de raadplegingen voor kinderen, de verzorgers in de specifieke diensten ter ondersteuning van het ouderschap;

Gelet op de « gendertest » uitgevoerd op 2 juni 2023 en ontwikkeld met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juni 2023 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 juni 2023 ;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig-overlegorgaan, gegeven op 21 juni 2023 ;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 29 juni 2023 ;

Gelet op het advies van de Adviesraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 3 juli 2023 ;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van dertig dagen, verlengd met vijftien dagen, gestuurd aan de Raad van State op 16 juni 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat er geen advies binnen deze termijn is meegedeeld ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende het overleg tussen de vertegenwoordigers van werknemers en werkgevers van het jonge kind, gepleegd op 4 juli 2023 en 28 augustus 2023 ;

Op de voordracht van de Minister van Kind ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 10 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de « Dienst » en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. De omkaderingsnormen worden bepaald als volgt :

1° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op één eenheid van zestien kinderen :

- a. 1 voltijds equivalent directeur ;
- b. 0,5 voltijds equivalent administratief personeel;
- c. 1,5 voltijds equivalent psycho-medisch-sociaal personeel;
- d. 2 voltijdse equivalenten intendancepersoneel ;
- e. 12 voltijdse equivalenten opvangpersoneel,

In totaal is dat 17 voltijdse equivalenten ;

2° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op vierentwintig kinderen :

- a. 1 voltijds equivalent directeur ;
- b. 0,75 voltijds equivalent administratief ;
- c. 2 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel ;
- d. 3 voltijdse equivalenten intendancepersoneel ;
- e. 18 voltijdse equivalenten opvangpersoneel,

In totaal is dat 24,75 voltijdse equivalenten ;

3° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op tweeëndertig kinderen :

- a. 1 voltijds equivalent directeur ;
- b. 1 voltijds equivalent administratief personeel ;
- c. 3 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal ;
- d. 4 voltijdse equivalenten intendancepersoneel ;
- e. 21,5 voltijdse equivalenten opvangpersoneel,

In totaal is dat 30,5 voltijdse equivalenten ;

4° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op veertig kinderen :

- a. 1 voltijds equivalent directeur ;
- b. 1,25 voltijds equivalent administratief personeel ;
- c. 4 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel ;
- d. 5 voltijdse equivalenten intendancepersoneel ;
- e. 27,5 voltijdse equivalenten opvangpersoneel,

In totaal is dat 38,75 voltijdse equivalenten ;

5° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op achtenveertig kinderen :

- a. 1 voltijds equivalent directeur ;
- b. 1,50 voltijds equivalent administratief personeel ;
- c. 4,5 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel ;
- d. 6 voltijdse equivalenten intendancepersoneel ;
- e. 31 voltijdse equivalenten opvangpersoneel,

In totaal is dat 44 voltijdse equivalenten. ”

6° Voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op zesenvijftig kinderen :

- a. 1 voltijds equivalent directeur ;
- b. 1,75 voltijds equivalent administratief personeel ;
- c. 5,5 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel ;
- d. 7 voltijdse equivalenten intendancepersoneel ;
- e. 37 voltijdse equivalenten opvangpersoneel,

In totaal is dat 52,25 voltijdse equivalenten ;

7° Voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op vierenzestig kinderen :

- a. 1 voltijds equivalent directeur ;
- b. 2 voltijdse equivalenten administratief ;
- c. 6 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel ;
- d. 8 voltijdse equivalente intendancepersoneel ;
- e. 40,5 voltijdse equivalenten opvangpersoneel ;

f. 1 voltijds equivalent titularis van een graad van bachelor kwalificatie of gelijkgesteld of één belast met de coördinatie titularis van een graad van master of gelijkgesteld,

In totaal is dat 58,5 voltijdse equivalenten. ».

Art. 2. In de afdeling IV van hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit wordt een artikel 38/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 38/1. Volgens de nadere regels vastgelegd door de ONE wordt een bedrag van 125 euro, jaarlijks aangepast in functie van de evolutie van de gezondheidsindex, per plaats toegevoegd aan de werkingssubsidie bedoeld in artikel 37 ten gunste van de erkende dienst waarvan de inrichtende macht zich verbindt in het "eco-crèche"-systeem gericht op de volgende doelstellingen:

- 1° elk kind laten opgroeien in een gezonde omgeving die ten dienste staat van de kwaliteit van de opvang;
- 2° ecologisch verantwoorde praktijken in de opvangmilieus voor jongere kinderen aanmoedigen;
- 3° lokale, biologische, seizoensgebonden en minder vleesgebaseerde voeding promoten;
- 4° informatie- en ondersteuningsacties ontwikkelen voor professionals, opvangmilieus over milieuvraagstukken;
- 5° op participatieve wijze de rol van opvangmilieus ontwikkelen bij het vergroten van het bewustzijn en het onderwijzen van kinderen en gezinnen over de ecologie.

Deze verbintenis wordt geconcretiseerd door de ondertekening van het handvest, waarvan het model wordt vastgesteld door de minister van kind, op advies van de Dienst. Hij houdt het volgende in:

- 1° het uitvoeren van een diagnose van de ecologische impact van de werking van de dienst;
- 2° het plannen van acties gericht op het verbeteren van deze impact;
- 3° de vermelding van de principes en doelstellingen die voortvloeien uit het handvest in het opvangproject wanneer dit wordt bijgewerkt binnen de termijn bepaald in artikel 20, § 4, van de Kwaliteitscode.

Het "eco-crèche"-systeem heeft met name betrekking op voeding, uitrusting, materiaal, afvalvermindering, energieverbruik, lawaai, luchtkwaliteit en blootstelling van kinderen en professionals aan chemische verontreinigende stoffen in het milieu, inclusief hormoonontregelaars. ».

Art. 3. Artikel 15, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, wordt aangevuld als volgt :

« Bij wijze van afwijking kan een crèche de functies van management en kinderopvang toevertrouwen aan zelfstandige werknemers of werknemers, op voorwaarde dat deze kwalificatie voldoet aan Titel XIII van de programmawet (I) van 27 december 2006 en dat de inrichtende macht zich verbindt de aanvullende richtlijnen inzake arbeidsomstandigheden bepaald door de ONE na te leven. Deze afwijking is niet van toepassing op betrekkingen waarvan de loonkost het voorwerp uitmaakt van een subsidie bedoeld in Titel III. Tegen 1 januari 2028 zal de ONE de regering een evaluatie sturen van deze afwijking, die met name betrekking heeft op de overeenstemming van deze kwalificatie met Titel XIII van de programmawet (I) van 27 december 2006, de kwaliteit van de opvang en de hogere belangen van het kind. Deze evaluatie zal worden uitgevoerd in samenwerking met de sociale partners, met name binnen de paritaire commissie voor de Frans- en Duitstalige sectoren van de sociale bijstand en de gezondheidszorg. Ten laatste in februari 2028 stelt de Minister van het Kind op basis van deze beoordeling aan de regering voor om deze afwijking te verlengen of op te heffen. Indien nodig zal de regering een nieuw besluit aannemen. ».

Art. 4. In artikel 21, eerste lid, 4de streepje, van hetzelfde besluit worden de woorden « educatieve, culturele, » toegevoegd tussen de woorden « sociale » en « gezondheidsdimensie ».

Art. 5. In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. Het directiepersoneel is titularis :

- 1° ofwel, van een graad bedoeld in paragraaf 1 ;
- 2° ofwel, van een graad van bachelor in opvang en opvoeding van het jonge kind ;
- 3° ofwel, van een andere graad van bachelor kwalificatie of master in de vakgebieden van psychologische wetenschappen, opvoedingswetenschappen en onderwijs, of van volksgezondheid respectievelijk bedoeld in artikel 83, § 1, eerste lid, 10°, 10°bis en 15°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, voor zover dat deze graad de vaardigheden bekrachtigt die nuttig zijn voor de kinderopvang.

Het certificeert een succesvolle opleiding in management van een opvangmilieu die door de O.N.E wordt erkend binnen drie jaar na indiensttreding.».

Art. 6. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de woorden « moeten vóór hun indiensttreding één van de volgende basisopleidingen hebben gevolgd » vervangen door de woorden « zijn, sinds hun indiensttreding, titularis van de graad van bachelor in opvang en opvoeding van het jonge kind, of van één van de volgende kwalificaties : ».

Art. 7. Artikel 43 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Voor de inrichtende machten bedoeld in de artikelen 88, 89, 92 en 93 wordt de ontwikkeling van het cultureel bewustzijn vanuit een perspectief van toegankelijkheid toegevoegd aan de psycho-pedagogische beginselen bedoeld in afdeling 1 van hoofdstuk II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode. Om de verwezenlijking van deze doelstelling te bevorderen, biedt de Dienst een aanbod aan activiteiten aan die aangepast is aan de opvangmilieus. ».

Art. 8. In artikel 55 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « die de gegevens bedoeld in artikel 7/5, derde lid, van het decreet vermelden » toegevoegd tussen de woorden « zorginstellingen » en « volgens » ;

2° hetzelfde lid wordt aangevuld met de volgende zin : « De onafhankelijke werknemers en de onafhankelijke werknemers die vallen onder de afwijking voorzien in artikel 15, eerste lid, worden voor de toepassing van deze bepaling beschouwd als personeelsleden. » ;

3° het tweede lid wordt aangevuld als volgt : « en volgens de nadere regels bepaald door deze laatste ».

Art. 9. Artikel 88, 5°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt h, luidend als volgt :

« h. Opvang van kinderen van een alleenstaande ouder, bepaald als de situatie waarin de ouder het exclusieve gezag of de meerderheidsvoogdij over het kind op zich neemt, geen feitelijk gezin vormt en is niet getrouwd, tenzij het huwelijk gevolgd wordt door een feitelijke scheiding. De feitelijke scheiding moet blijken uit de afzonderlijke hoofdverblijfplaats van de betrokken personen, in de zin van artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, behalve in gevallen waarin uit andere daartoe gegeven officiële documenten blijkt dat de feitelijke scheiding effectief is, ook al komt deze niet (meer) overeen met de uit genoemd register verkregen informatie. ».

Art. 10. Artikel 90 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. Het recht op subsidie bedoeld in de artikelen 87 tot 89 kan toegekend worden aan een inrichtende macht die niet voldoet aan de vergunningsvoorwaarde bedoeld in artikel 7, of aan de subsidiëeringsvoorwaarden bepaald in de artikelen 87, 3°, 88, 2°, 108 of 109 als deze van toepassing zijn, mits erkenning van een bijzonder opvangproject. Deze erkenning wordt uitgereikt door de ONE aan de inrichtende macht van de crèche waarvan de opvangactiviteit deel uitmaakt van een aanpak van sociale integratie die gezinnen ten goede komt en erkend is door de gewestelijke of federale overheid, of die gekoppeld is aan een andere kinderopvangactiviteit in de zin van artikel 6 van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. ».

Art. 10. In artikel 95 van hetzelfde besluit wordt punt 3 vervangen als volgt :

« 3. Een opvang aanbieden van minstens tien uur per dag, minstens vier dagen per week en 176 dagen per jaar ».

Art. 11. Artikel 97 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. Volgens de nadere regels vastgelegd door de ONE wordt een bedrag van 125 euro, jaarlijks aangepast aan de evolutie van de gezondheidsindex, per plaats toegevoegd aan de basissubsidie waarvan de inrichtende macht zich inzet voor het "eco-crèche"-systeem gericht op de volgende doelstellingen:

1° elk kind laten opgroeien in een gezonde omgeving die ten dienste staat van de kwaliteit van de zorg;

2° ecologisch verantwoorde praktijken in de opvangmilieus van het jonge kind aanmoedigen;

3° lokale, biologische, seizoensgebonden en minder vleesgebaseerde voeding promoten;

4° informatie- en ondersteuningsacties ontwikkelen voor professionals, opvangmilieus over milieuvraagstukken;

5° op participatieve wijze de rol van opvangmilieus ontwikkelen bij het vergroten van het bewustzijn en het onderwijzen van kinderen en gezinnen over de ecologie.

Dit engagement wordt geconcretiseerd door de ondertekening van het handvest, waarvan het model wordt vastgesteld door de minister van kind, op advies van de Dienst. Hij houdt het volgende in:

1° het uitvoeren van een diagnose van de ecologische impact van de werking van de crèche;

2° het plannen van acties gericht op het verbeteren van deze impact;

3° de vermelding van de principes en doelstellingen die voortvloeien uit het handvest in het opvangproject wanneer dit wordt bijgewerkt binnen de termijn bepaald in artikel 20, § 4, van de Kwaliteitscode.

Het "eco-crèche"-systeem heeft met name betrekking op voeding, uitrusting, materiaal, afvalvermindering, energieverbruik, lawaai, luchtkwaliteit en blootstelling van kinderen en professionals aan chemische verontreinigende stoffen in het milieu, inclusief hormoonontregelaars. ».

Vanaf 2026 wordt de uitvoering van dit engagement beoordeeld in het kader van de werkingsbalans bedoeld in artikel 75, § 2. ».

Art. 12. Artikel 101 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Volgens de nadere regels vastgelegd door de ONE wordt een bedrag van 125 euro, jaarlijks aangepast aan de evolutie van de gezondheidsindex, per plaats toegevoegd aan de basissubsidie van de kinderopvangdiensten waarvan de inrichtende macht zich inzet voor het "eco-crèche"-systeem gericht op de volgende doelstellingen:

1° elk kind laten opgroeien in een gezonde omgeving die ten dienste staat van de kwaliteit van de zorg;

2° ecologisch verantwoorde praktijken in de opvangmilieus van het jonge kind aanmoedigen;

3° lokale, biologische, seizoensgebonden en minder vleesgebaseerde voeding promoten;

4° informatie- en ondersteuningsacties ontwikkelen voor professionals, opvangmilieus over milieuvraagstukken;

5° op participatieve wijze de rol van opvangmilieus ontwikkelen bij het vergroten van het bewustzijn en het onderwijzen van kinderen en gezinnen over de ecologie.

Dit engagement wordt geconcretiseerd door de ondertekening van het handvest, waarvan het model wordt vastgesteld door de minister van kind, op advies van de Dienst. Hij houdt het volgende in:

1° het uitvoeren van een diagnose van de ecologische impact van de werking van de kinderopvangdienst;

2° het plannen van acties gericht op het verbeteren van deze impact;

3° de vermelding van de principes en doelstellingen die voortvloeien uit het handvest in het opvangproject wanneer dit wordt bijgewerkt binnen de termijn bepaald in artikel 20, § 4, van de Kwaliteitscode.

Dit engagement heeft met name betrekking op voeding, uitrusting, materiaal, afvalvermindering, energieverbruik, lawaai, luchtkwaliteit en blootstelling van kinderen en professionals aan chemische verontreinigende stoffen in het milieu, inclusief hormoonontregelaars. ».

Vanaf 2026 wordt de uitvoering van dit engagement beoordeeld in het kader van de werkingsbalans bedoeld in artikel 75, § 2. ».

Art. 13. Artikel 104 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 104. § 1. Voor zelfstandige onthaalouders die recht hebben op de subsidie bedoeld in artikel 95, betaalt de ONE een jaarlijkse forfaitaire subsidie per toegestane plaats.

Deze subsidie bedraagt :

- 1° 250 euro voor een opvang van vijf dagen per week en 220 dagen per jaar ;
- 2° 225 euro voor een opvang van vier en een halve dagen per week en 198 dagen per jaar ;
- 3° 200 euro voor een opvang van vier dagen per week en 176 dagen per jaar.

§ 2. Volgens de nadere regels vastgelegd door de ONE wordt een bedrag van 125 euro, jaarlijks aangepast aan de evolutie van de gezondheidsindex, per plaats toegevoegd aan de jaarlijkse forfaitaire subsidie voor de onthaalouder die zich ertoe verbindt de volgende doelstellingen na te streven :

- 1° elk kind laten opgroeien in een gezonde omgeving die ten dienste staat van de kwaliteit van de zorg;
- 2° ecologisch verantwoorde praktijken in de opvangmilieus van het jonge kind aanmoedigen;
- 3° lokale, biologische, seizoensgebonden en minder vleesgebaseerde voeding promoten;
- 4° informatie- en ondersteuningsacties ontwikkelen voor professionals, opvangmilieus over milieuvraagstukken;
- 5° op participatieve wijze de rol van opvangmilieus ontwikkelen bij het vergroten van het bewustzijn en het onderwijzen van kinderen en gezinnen over de ecologie.

Dit engagement wordt geconcretiseerd door de ondertekening van het handvest, waarvan het model wordt vastgesteld door de minister van kind, op advies van de Dienst. Hij houdt het volgende in:

- 1° het uitvoeren van een diagnose van de ecologische impact van de opvang;
- 2° het plannen van acties gericht op het verbeteren van deze impact;
- 3° de vermelding van de principes en doelstellingen die voortvloeien uit het handvest in het opvangproject wanneer dit wordt bijgewerkt binnen de termijn bepaald in artikel 20, § 4, van de Kwaliteitscode.

Dit engagement heeft met name betrekking op voeding, uitrusting, materiaal, afvalvermindering, energieverbruik, lawaai, luchtkwaliteit en blootstelling van kinderen en professionals aan chemische verontreinigende stoffen in het milieu, inclusief hormoonontregelaars.

Vanaf 2026 wordt de uitvoering van deze verbintenis beoordeeld in het kader van de werkingsbalans bedoeld in artikel 75, § 2. ».

Art. 14. Er wordt een paragraaf 5 toegevoegd aan artikel 105 van hetzelfde besluit, luidend als volgt :

« § 5. Ingeval van omvorming van een gesubsidieerd mede-onthaal in de zin van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen wordt het vast bedrag van het vakantiegeld van de mede-onthaalouder voor het gehele jaar toegekend als zijn/haar arbeidsovereenkomst ingaat vóór 31 augustus van het jaar waarin zijn/haar arbeidsovereenkomst voor thuisarbeid wordt aangegaan en wordt het vast bedrag met betrekking tot de eindejaarspremie volledig toegekend vanaf het jaar waarin de arbeidsovereenkomst wordt afgesloten met de inrichtende macht van de crèche. ».

Art. 15. In artikel 130/1, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt de datum « 1 juli 2020 » vervangen door « 1 januari 2020 », en worden de woorden « tot 1 januari 2026 » opgeheven.

Art. 16. In hetzelfde besluit wordt een artikel 130/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. Uiterlijk op 30 juni 2024 stelt de ONE een lijst op van gesubsidieerde onthaalouders in de zin van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen die niet willen kiezen voor het werknemersstatuut. Het personeel dat op deze lijst is opgenomen, is gemachtigd om zijn activiteit voort te zetten onder de voorwaarden bepaald bij dit besluit voor een gesubsidieerd opvang. Het personeel kan op elk moment kiezen voor het statuut van loontrekkende werknemers.

In geval van omvorming tot crèche van een gesubsidieerd mede-onthaal in de zin van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen kunnen de mede-onthaalouders onder het statuut blijven van gesubsidieerde onthaalouder(s) voor de tijd die nodig is voor een vergunning als crèche.

§ 2. Wanneer praktisch geen andere oplossing mogelijk is, mogen de gesubsidieerde onthaalouders die hun activiteit op dezelfde plaats uitoefenen en die vóór 31 december 2025 gemachtigd zijn, deze activiteit voortzetten, op voorwaarde dat ze een arbeidsovereenkomst afsluiten met een kinderopvangdienst met inachtneming van de normen bepaald door en overeenkomstig titel VI van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Als één van de onthaalouders met zijn/haar activiteit stopt, kan de andere onthaalouder zijn/haar activiteit op individuele basis voortzetten. Behoudens punctuele vervanging kan in hetzelfde opvangmilieu geen recht op subsidie worden verleend. ».

Art. 17. Artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De ONE begeleidt de crèches waarvan de inrichtende macht minstens geniet van de toegankelijkheidssubsidie gelijkgesteld met de hogere capaciteit bedoeld in het vierde lid, 1° in fine, met het oog op het verhogen van de opvangcapaciteit tot de maximaal toegestane capaciteit met inachtneming van de normen bepaald in bijlage 1 van het vergunnings- en subsidiebesluit. ».

Art. 18. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid worden de woorden « tot en met 31 december 2024, mits de inrichtende macht zich ertoe heeft verbonden het betrokken mede-onthaal om te vormen tot een kinderdagverblijf » vervangen door de woorden « gedurende de tijd die nodig is om het opvangmilieu in overeenstemming te brengen met de vergunningsnormen van een crèche. » ;

2° er wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt : « Tot 31 december 2024 mogen de kinderopvangdiensten onthaalpersoneel aanwerven met inachtneming van titel VI van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voor de organisatie van een nieuw mede-onthaal. Uiterlijk op 30 september 2024 bezorgt de ONE de Regering een evaluatie van deze bepaling. Op basis hiervan beslist de regering of de uitbreiding van deze bepaling wenselijk is. ».

Art. 19. Artikel 12/1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 12/1. § 1. De opvangvoorzieningen die op 31 december 2019 recht hebben op subsidies op basis van de overdracht van middelen uit het Fonds voor collectieve voorzieningen en diensten, middelen van het Europees Sociaal Fonds, alsmede de onthaalvoorzieningen ("haltes-accueil") die met ONE of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie een overeenkomst hebben gesloten, kunnen dit recht op subsidies tot 31 december 2025 behouden.

Uiterlijk op 31 december 2024 informeert de ONE de betrokken inrichtende machten over de nadere regels voor de omzetting van hun recht op de subsidie in subsidies conform het model van bestemming van het opvangmilieu overeenkomstig de normen van Titel III van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders.

§ 2. Als de ONE vaststelt dat het bedrag van de subsidie volgens het bestemmingsmodel lager is dan het totaal van de rechten op subsidie vóór de omzetting, wordt het saldo tot een passende bedrag behouden en zal het gebruik ervan moeten worden gerechtvaardigd volgens de nadere regels bepaald door de ONE. Als de ONE vaststelt dat de ambten gedekt door de subsidies van het bestemmingsmodel al geheel of gedeeltelijk door andere subsidiërende machten gedekt worden, wordt het daaruit voortvloeiende subsidiesaldo tot een passende bedrag behouden en zal het gebruik ervan moeten worden gerechtvaardigd volgens de door de ONE vastgestelde nadere regels.

De saldi bedoeld in de vorige leden zijn gekoppeld aan de gezondheidsindex.

§ 3. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van paragraaf 2, als de ONE vaststelt dat het opvangmilieu bij de omzetting niet in staat is de voorwaarden in termen van openingsperiode of opvangcapaciteit na te leven, wordt het subsidierecht volgens het bestemmingsmodel toegekend naar rata van de naleving van de regelgevingsvoorwaarden.".

Art. 20. In artikel 12/2, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « voor het directiepersoneel volgens de basissubsidiënormen, bedoeld » vervangen door het woord « bedoeld ».

Art. 21. In het laatste lid van de afdeling "Online opleiding – op afstand" dat voorkomt in punt III van de bijlage bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 februari 2021 tot vaststelling van het programma voor de voortgezette opleiding van beroepsbeoefenaars en vrijwilligers die werken in de sectoren van de opvang van jonge kinderen en van de vrijetijdsbestedingsopvang, de beroepsbeoefenaars in de diensten voor gezondheidspromotie op school, de vrijwilligers in de raadplegingen voor kinderen, de verzorgers in de specifieke diensten ter ondersteuning van het ouderschap, wordt de zin in de Franse tekst « En fonction des moyens disponibles, un ou deux projets pilotes pourraient être financés dans ce cadre. » vervangen door de zin « En fonction des moyens disponibles, un maximum de dix projets pilotes pourraient être financés dans ce cadre. ».

Art. 22. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 23. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2023, met uitzondering van artikel 1 dat op 1 januari 2024 in werking treedt.

Brussel, 7 september 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President, belast met Internationale betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/45326]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le plan de formation d'insertion professionnelle des inspecteurs-stagiaires et les conditions et modalités de dispense de tout ou partie du programme de formation en application de l'article 54, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, l'article 54, § 2, alinéa 1^{er} ;

Vu le « Test genre » du 11 mai 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 20 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 20 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication d'un avis dans le délai susvisé ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la proposition de plan de formation élaborée par l'Institut interrégional de la Formation professionnelle continue, en concertation avec l'Inspectrice générale coordonnatrice, adoptée par son Conseil d'Administration le 21 avril 2023 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;